

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Enquête sur les comportements de paiement britanniques en 2025 : les entreprises confrontées à une augmentation des retards de paiement en raison des préoccupations liées à la trésorerie des

acheteurs

Paris, le 1^{er} octobre 2025 – Coface, spécialiste de l'assurance-crédit et de l'information d'entreprise, publie la première édition de son enquête¹ sur les comportements de paiement des entreprises britanniques, qui met en évidence le niveau extrêmement élevé des retards de paiement auxquels sont confrontées les entreprises du Royaume-Uni par rapport à d'autres pays.

- 90 % des entreprises britanniques ont été confrontées à des retards de paiement au cours de l'année écoulée; pour 44 % d'entre elles ces retards sont plus fréquents qu'auparavant.
- Délai de paiement moyen de **32 jours**; les micros et petites entreprises sont les plus exposées aux risques de trésorerie
- 37 % des entreprises s'attendent à une diminution des retards de paiement en 2026, mais l'optimisme est inégal selon les secteurs et la taille des entreprises

Les entreprises britanniques confrontées à des retards de paiement record par rapport à leurs homologues internationales

L'enquête révèle que **90** % **des entreprises britanniques sont confrontées à des retards de paiement.** Près de la moitié d'entre elles (44 %) y sont confrontées plus fréquemment que par le passé. Ce chiffre est nettement supérieur à celui des autres pays européens; la France², l'Allemagne³ et la Pologne⁴ affichant respectivement des taux de seulement 85 %, 81 % et 60 %. Ce taux est également supérieur à celui observé en dehors de l'Europe, où il est d'environ 49 % en Asie⁵ et 51 % en Amérique latine⁶.

Les réformes récentes, telles que le règlement de 2024 sur les pratiques de paiement et le code de paiement équitable, modifient les attitudes à l'égard des retards de paiement, et des améliorations précoces ont été signalées. Si la plupart des entreprises se réjouissent du durcissement des conditions et de leur application, seules 68,5 % des micro et petites entreprises s'attendent à une amélioration de leur trésorerie, contrairement aux grandes entreprises qui enregistrent une hausse plus importante de la confiance et des investissements.

« Les retards de paiement sont devenus un défi majeur pour les entreprises britanniques, menaçant la stabilité financière des plus vulnérables. Si les nouvelles réglementations et l'amélioration du climat économique sont porteuses d'espoir, la reprise doit être généralisée afin de garantir que les petites entreprises ne soient pas laissées pour compte à mesure que les

¹ Enquête réalisée en juillet 2025 auprès de 699 entreprises participantes

² Coface : <u>Augmentation des retards de paiement pour les entreprises françaises, dans un contexte de risques sociaux</u> et politiques croissants

³ Coface : Enquête sur les paiements des entreprises allemandes 2025

⁴ Coface : Enquête sur les paiements en Pologne 2024

⁵ Coface : Enquête sur les paiements en Asie 2025

⁶ Coface : <u>Conditions de crédit plus restrictives et retards de paiement beaucoup plus longs en Amérique latine</u>



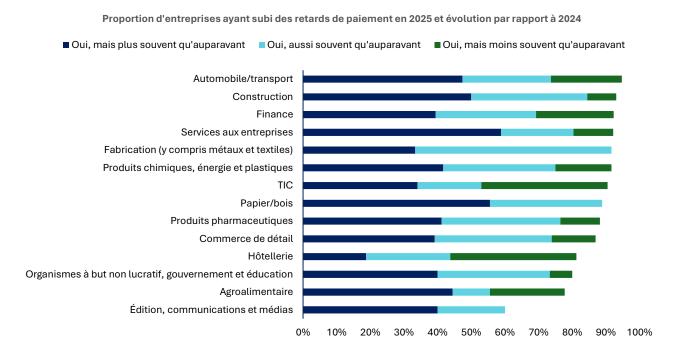
pratiques de paiement évoluent. », **Benoit Urbin, Country Manager pour le Royaume-Uni et l'Irlande**

Conditions de paiement : une pratique répandue, mais avec des risques croissants

Offrir des conditions de paiement reste une pratique quasi universelle parmi les entreprises britanniques, 3 % seulement des entreprises refusant d'en accorder. Les conditions de paiement les plus courantes sont comprises entre 1 et 30 jours (37 % des répondants), tandis que près de la moitié des entreprises ont prolongé leurs délais au cours de l'année écoulée. Les micros et petites entreprises ont tendance à offrir des délais plus courts (46 jours en moyenne) que les grandes entreprises (56 jours), ce qui reflète leur capacité plus limitée à absorber les retards de paiement. Les différences sectorielles sont également notables : les services aux entreprises et la finance accordent souvent des délais plus longs, tandis que les secteurs pharmaceutiques et des médias privilégient des délais plus courts.

Retards de paiement : un défi persistant et généralisé

Les retards de paiement constituent désormais un problème systémique pour les entreprises britanniques. Les micros et petites entreprises sont particulièrement exposées, près de **50** % d'entre elles déclarant avoir subi des retards plus fréquents, contre respectivement 39 % et 42 % pour les moyennes et grandes entreprises, car leurs délais de paiement plus courts et leurs réserves de trésorerie limitées les rendent plus vulnérables aux chocs financiers. Le retard moyen est désormais de **32 jours**, un chiffre constant quelle que soit la taille de l'entreprise, mais qui a un impact disproportionné sur les plus petites entreprises.



Contrastes sectoriels et causes sous-jacentes

L'étude met en évidence des disparités importantes entre les secteurs. La **construction et** l'automobile/transport sont les plus touchés par l'augmentation des retards de paiement (respectivement 95 % et 93 %), tandis que l'édition, les communications et les médias (60 %), l'agroalimentaire (78 %) et les organisations à but non lucratif, les administrations publiques et l'éducation (78 %) signalent moins de problèmes. Cela s'explique souvent par des délais de paiement plus longs dès le départ ou une discipline plus stricte des acheteurs.



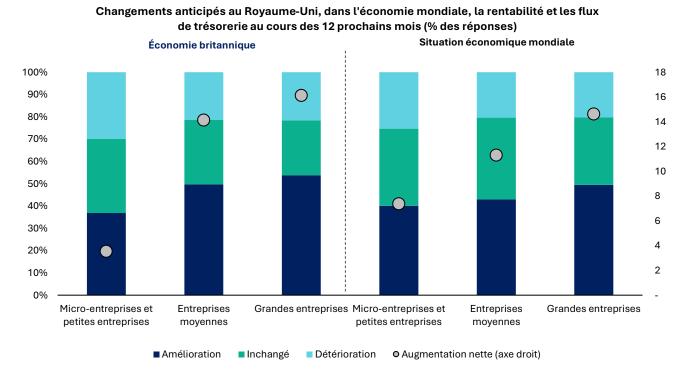
Les retards moyens les plus longs ont été signalés dans la construction (38,2 jours) et les services aux entreprises (38,1 jours), tandis que les plus courts ont été observés dans l'édition, les communications et les médias (21 jours). Malgré le retard moyen le plus faible, environ 50 % des entreprises du secteur de l'édition, des communications et des médias ont déclaré que les retards de paiement avaient un impact significatif sur leur trésorerie.

La principale raison des retards de paiement est désormais **moins liée à des problèmes opérationnels qu'aux difficultés financières des acheteurs**, certaines entreprises évoquant même des reports délibérés sans rapport avec des problèmes de liquidité.

- La construction, l'hôtellerie et le papier/bois ont souligné que la hausse des taux d'intérêt constituait le principal risque contribuant aux retards de paiement.
- Les services aux entreprises, les produits chimiques, de l'énergie et des plastiques, la finance et les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ont déclaré que la cybersécurité était le risque numéro un.
- D'autres secteurs ont signalé comme risques les perturbations de la chaîne d'approvisionnement (automobile/transport, fabrication et vente au détail) et les pénuries de main-d'œuvre dans des secteurs clés (agroalimentaire et pharmaceutique).

Perspectives pour 2026: un optimisme prudent

Malgré les défis actuels, des signes d'espoir persistent. Plus d'un tiers des entreprises s'attendent à une diminution des retards de paiement l'année prochaines, soutenues par l'amélioration du climat économique et les prévisions d'une rentabilité et d'une trésorerie plus solides. Cet optimisme est toutefois inégal. Les micros et petites entreprises restent sceptiques : 66 % d'entre elles estiment que l'économie britannique continuera de se détériorer ou restera inchangée en 2026, et plusieurs secteurs continuent de faire face à des risques structurels, notamment la volatilité des taux d'intérêt, les cybermenaces et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement.



Retrouvez l'étude complète ici (en anglais)



SERVICE DE PRESSE COFACE

Adrien Billet: +33 6 59 46 59 15 adrien.billet@coface.com

HAVAS PARIS

Malcolm Biiga: +33 6 47 09 92 66 Lucie Bolelli: +33 6 42 18 30 82

coface@havas.com

COFACE: FOR TRADE

Acteur de référence de la gestion du risque de crédit commercial au niveau mondial depuis plus de 75 ans, Coface aide les entreprises à développer leurs activités et à naviguer dans un environnement incertain et volatil. Quels que soient leur taille, leur localisation ou leur secteur d'activité, Coface accompagne 100 000 clients sur près de 200 marchés à travers une gamme complète de solutions : assurance-crédit, services d'information, recouvrement de créances, assurance Single Risk, caution, affacturage. Chaque jour, Coface capitalise sur son expertise unique et les technologies de pointe pour faciliter les échanges commerciaux, sur les marchés domestiques comme à l'export. En 2024 Coface comptait ~5 236 collaborateurs et a enregistré un chiffre d'affaires de 1,84 €Mds.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur coface.com

COFACE SA. est coté sur le compartiment A d'Euronext Paris Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA COFACE SA certifie ses communications depuis le 25/07/2022. Vous pouvez vérifier leur authenticité sur wiztrust.com

